



**Logiques doctrinales et publicitaires à l'Université**  
**Doctrinal and advertising logics at the University**  
**Lógicas doctrinales y publicitarias en la Universidad**

## L'Université qui vient, en ruines et en miettes<sup>1</sup>

**Nicolas Oblin**

Institut National Supérieur de l'Enseignement et du Professorat (INSPE), France  
 Nicolas.Oblin@univ-nantes.fr

Cet article porte sur l'évolution de l'enseignement supérieur public et privé dans un contexte de rationalisation économique et idéologique qui a mis au pas l'Université française. La marchandisation du secteur, au motif qu'il est nécessaire de professionnaliser les formations afin de sécuriser les parcours des étudiants, a emporté tant le sens d'étudier que les dimensions critique et émancipatoire qui s'y rattachaient, consistant à comprendre le monde en articulant les perspectives particulières et universelles de la connaissance. Le texte dévoile ces érosions, démantelant, au nom de l'excellence des îlots de résistance intellectuelle à partir desquelles penser un avenir utopique. Il évoque en conclusion les soubresauts provoqués par des étudiants qui s'autorisent à prendre la parole et à y adjoindre des gestes de résistance à l'autorité établie, en révélant l'ilégitimité, l'irrationalité, souvent la pusillanimité, au nom de la vérité, de la justice ou de l'avenir.

Mots-clés : université, public/privé, étudiants, marchandisation, émancipation.

This article focuses on the evolution of public and private higher education in a context of economic and ideological rationalization that has brought French universities into line. The marketization of the sector, on the grounds that it is necessary to professionalize training in order to secure student pathways, overcame both the sense of studying and the critical and emancipatory dimensions associated with it, consisting of understanding the world by articulating the particular and universal perspectives of knowledge. The text reveals these erosions, dismantling, in the name of excellence, the islands of intellectual resistance from which to think a utopian future. In conclusion, he evokes the convulsions caused by students who allow themselves to speak and to add gestures of resistance to established authority, revealing illegitimacy, irrationality, often pusillanimity, in the name of truth, justice or the future.

Keywords: university, public/private, students, commodification, emancipation.

Este artículo trata sobre la evolución de la enseñanza superior pública y privada en un contexto de racionalización económica e ideológica que ha puesto a la Universidad francesa al mismo nivel. La mercantilización del sector, con el argumento de que es necesario profesionalizar las formaciones para asegurar los itinerarios de los estudiantes, ha arrebatado tanto el sentido de estudiar como las dimensiones crítica y emancipatoria que se le adjuntaban, que consiste en comprender el mundo articulando las perspectivas particulares y universales del conocimiento. El texto desvela estas erosiones, desmantelando, en nombre de la excelencia de las islas de resistencia intelectual a partir de las cuales pensar un futuro utópico. Evoca, en conclusión, los sobresaltos provocados por estudiantes que se permiten hablar y añadir gestos de resistencia a la autoridad establecida, revelando la ilegitimidad, la irracionalidad, a menudo la pusillanimidad, en nombre de la verdad, de la justicia o del futuro.

Palabras clave : universidad, público/privado, estudiantes, mercantilización, emancipación.

1. Je dédie cet article à Yves Dupont, professeur émérite de sociologie, décédé en mai 2025. Rapporteur de ma thèse en 2004, il m'avait soutenu lorsqu'après avoir publié, avec Patrick Vassort l'année suivante, *La Crise de l'université française*, la présidence de l'Université de Caen avait décidé de m'en expulser. Grâce à son engagement courageux, la justice avait alors rétabli mon droit à y étudier. Quelques années plus tard, en 2014, alors qu'il était à la retraite, il avait publié aux éditions L'Échappée, *L'Université en miettes. Servitude volontaire lutte des places et sorcellerie*.

## Introduction

Cette réflexion critique s'inscrivait dans le prolongement de l'ouvrage que nous avions consacré à l'état de « délabrement programmé de l'Université française » (Oblin & Vassort, 2005). Nous y montrions comment la modernité capitaliste et notamment les logiques de compétition avaient déjà, à l'époque, innervé l'ensemble de l'institution et y mettions en évidence les conséquences palpables, tant du point de vue des conditions de possibilité de production et de transmission de la connaissance que de celui du management et des rapports de concurrence, de domination qui minaient de l'intérieur l'institution. Vingt ans plus tard, le constat, dressé en diverses publications, dont l'ouvrage de Hugrée et Poullaouec (2022), confirme nombre de nos hypothèses, considérées alors comme catastrophistes, trop politiques et « non scientifiques », tout en omettant justement les dimensions épistémologiques et institutionnelles à l'œuvre<sup>1</sup>. Ces travaux étayés ne font que dresser le constat avéré quand les contextes idéologiques, sociaux, politiques et économiques émanant de la modernité capitaliste et préparant de loin l'« anéantissement », au-delà des inégalités d'accès au savoir, n'ont pas été perçus en amont. Nous souhaitons ici poursuivre notre travail à partir de nos vues sur l'Université et la condition étudiante, à partir d'une réflexion sur le sens d'étudier dans le monde contemporain, adossé au sens d'éduquer, dans la perspective où éduquer consisterait, comme nous invite à le penser Benjamin (1978), à maîtriser les rapports entre les générations plutôt qu'en la domination de l'une sur l'autre ou les autres.

## Représentations collectives de l'Université

Dans un article récent, Carla Monaco<sup>2</sup> montre qu'en une vingtaine d'années, les effectifs de l'enseignement supérieur privé ont crû trois fois plus vite que ceux de l'enseignement supérieur public<sup>3</sup>. L'Université apparaît désormais comme un lieu de formation de second, voire de troisième rang, pour les étudiants qui n'ont pas été en mesure d'accéder à des formations sélectives, que ce soit du fait de leur niveau scolaire ou de leur richesse économique. Les formations publiques sélectives, dites d'excellence, sont valorisées dans les représentations collectives alors qu'elles ne font qu'accueillir les meilleurs élèves dans des conditions d'enseignement qui n'ont rien à voir avec les conditions offertes à l'Université. À contrario de toute logique d'inclusion, ce sont les plus fragiles des étudiants post-bac qui se retrouvent dans des conditions d'apprentissage les plus précaires, où la qualité de l'encadrement a été affaiblie au fil du temps par les politiques publiques<sup>4</sup>. Ainsi, la représentation de l'Université dans tous les milieux sociaux favorisés s'est-elle dégradée, au point de n'apparaître plus comme un horizon souhaitable que pour les enfants issus des classes populaires, et pour lesquels accéder à l'Université est encore synonyme d'ascension sociale. Pourtant, comme le soulignait Forest (2020), l'Université publique recèle en son sein des qualités qu'elle n'a nullement à envier aux institutions dites d'excellence : les étudiants pas plus que les enseignants n'y sont moins brillants ; elle est pourtant mise en condition de péricliter, au point que la Commission nationale consultative des droits de l'Homme dénonçait, en 2021, une politique

1. Dimensions soulevées par Michel Henry (*La barbarie*, PUF, 1989) et Michel Freitag (*Le naufrage de l'Université*, La Découverte, 1995).

2. Cf. « Enseignement supérieur : les formations privées attirent de plus en plus d'étudiants », *Le Monde*, 8 août 2022.

3. L'enseignement privé regroupait en 2023 quelque 790 000 étudiants, soit 27 % des effectifs, proportion qui ne s'élevait qu'à 12 % en 1998. Durant cette période, le nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur s'est accru de 40 % (de 2 126 800 à 2 965 400) et dans cette hausse de 800 000 étudiants, plus de 500 000 l'ont été dans le secteur privé. Depuis 2013, les inscriptions dans le privé ont cru de 63 %, contre 10 % dans le public (<https://rers.depp.education.fr/2024>).

4. Cf. Alice Raybaud, « Recours massif aux enseignants précaires : la réalité, c'est que l'université n'a plus les moyens de fonctionner », *Le Monde*, 22 octobre 2024.

de sous-financement chronique des universités qui ne cessait de creuser les inégalités sociales dans l'enseignement supérieur<sup>5</sup>. Que la non-sélectivité, et par conséquent l'hétérogénéité, soient à ce point méprisées signifie peut-être socialement et politiquement quelque chose de notre temps.

Alors, lorsque l'on observe que le service public de l'enseignement supérieur est débordé, en particulier l'Université, dépassé par l'enseignement supérieur privé, il est nécessaire de s'émanciper de la perspective compétitive dans laquelle les discours publicitaires dominants nous ont enfermés autour de l'efficacité, de l'employabilité et de l'excellence, car les politiques éducatives dans lesquels s'inscrivent ces projets d'enseignement ne peuvent être comparées qu'au regard des projets politiques et sociétaux avec lesquels ils doivent être mis en relation.

### **Effacement progressif des frontières entre entreprise et service public**

Dans ce contexte d'érosion, l'État est devenu un moteur de la reconfiguration du projet hérité du XX<sup>e</sup> siècle et notamment des catastrophes de ce siècle. En effet, au sortir des deux guerres mondiales, le Conseil National de la Résistance, en France, et la Conférence de Philadelphie, à l'échelle internationale, entérinaient l'idée qu'aucune paix durable ne saurait être établie indépendamment d'un contexte de justice sociale et affirmaient que les politiques nationales et internationales devaient être déterminées, en particulier dans le domaine de l'économie et de la finance, en fonction de leur propension à garantir les conditions permettant que « tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, [aient] le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales »<sup>6</sup>. Force est de constater que l'idée d'un État social basé sur le principe de justice sociale s'est éloignée et que le retour des fascismes, au même titre que les guerres, ne devrait surprendre personne. Adorno (2003) avait sur ce point parfaitement anticipé cette soi-disant rechute en insistant, après-guerre, sur le fait que nous n'étions pas sortis de la barbarie, alors que l'historien Robert Paxton (2004), d'une autre manière, avait également anticipé la situation présente, insistant même, dans *Le fascisme en action*, sur le fait qu'il faudrait simplement être capable de reconnaître les fascismes indépendamment de la couleur de chemises de leurs affidés.

Or, la pensée libérale, dans tous les pays d'Europe meurtris par les guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle, a vaincu, en ce sens que la compétition économique s'est généralisée (Douérin, 2002)<sup>7</sup> et qu'elle se révèle toujours aussi peu propice à garantir la justice sociale et par conséquent une paix juste et durable, autrement dit qui ne soit pas « armée » ni ne relève d'un fragile équilibre entre États de leurs capacités de dissuasion potentiellement toujours plus destructrices. Si en France l'État social, un temps, put émerger, le néolibéralisme, que nous entendons comme l'expansion de l'idéologie libérale héritée du XIX<sup>e</sup> siècle, s'imposa puisque nulle part ledit État social n'apparut en mesure de s'émanciper du capitalisme ; au contraire, il se développa au service du capitalisme, les valeurs et finalités du capitalisme emportant la mise contre tout autre système de valeurs, à commencer par celles qui auraient dû aiguiller l'élaboration de principes de justice et de paix. Que les services publics soient depuis des décennies conditionnés par la croissance et par la dette,

5. Soazig Le Nevé, « Le sous-financement chronique des universités doit cesser, selon la CNCDH », *Le Monde*, 9 juin 2021.

6. Art. II. b. de la Conférence de Philadelphie. « Déclaration concernant les buts et objectifs de l'Organisation Internationale du Travail », 10 mai 1944.

7. Voir du même auteur, *Le libéralisme, une cage de fer* (Le Bord de l'eau, 2015), la perspective critique de Patrick Tort, *Du totalitarisme en Amérique. Comment les États-Unis ont instruit le nazisme*, (Érès, 2022) ou le travail de Barbara Stiegler, « Il faut s'adapter » (Gallimard, 2019), qui conduit à une analyse de la manière dont les rapports de concurrence et la valorisation de la compétition apparaissent comme des moteurs « naturels » des institutions sociales.

donc par l'angoisse de la récession et de la perte de toute sécurité sociale est symptomatique de cette soumission de l'État au système économique et financier qui prévaut. De ce point de vue, les appareils idéologiques d'État, jadis théorisés par Althusser (1976), ont même été transformés en ces appareils stratégiques capitalistes conceptualisés par Vassort (2010).

On ne peut comprendre les politiques éducatives et l'évolution de l'enseignement supérieur indépendamment de ces considérations : « La signification actuelle du monde étudiant et de l'Université, la forme de son existence dans le présent, ne vaut d'être décrite que comme une parabole, comme reflet d'un état supérieur, métaphysique, de l'histoire ; sinon, elle n'est ni compréhensible, ni possible » (Benjamin, 2000 : 126). On ne peut étudier ces phénomènes sans saisir leur sens en tant qu'élément d'un système, mais ce travail n'a de sens que dès lors qu'il éclaire quelque chose du monde laissé dans l'ombre et de notre propre être au monde.

### **Conception marchande du travail universitaire : homogénéiser les fins pour intégrer les moyens**

S'en référer à l'efficacité d'un système<sup>8</sup>, celui de l'enseignement supérieur privé, par rapport à un autre, public, en particulier l'Université, ne s'entend qu'à considérer l'unicité des fins. Une poignée d'étudiants de quelques grandes écoles, en France, se sont mobilisés ces dernières années pour dénoncer les projets insensés poursuivis par des institutions publiques dites d'excellence aux perspectives politiques les plus superficielles, comme ce fut le cas par exemple à l'École polytechnique, ou à AgroParisTech<sup>9</sup>. Or, ces engagements ponctuels, aussi visibles soient-ils médiatiquement, ne sont pas légion et ne doivent surtout pas nous faire oublier la manière dont l'enseignement supérieur public, à commencer par l'Université, s'est lentement embourré dans les ornières d'un conformisme bureaucratique et économique emblématique de la réification de tout projet éducatif comme de tout projet politique (Ardoino, 2000). L'éducation et la formation intellectuelle des jeunes, en devenant des marchandises, les privent de toute possibilité d'émancipation, là où le projet éducatif « moderne », en référence au pédagogue Pestalozzi (2009), parce que travaillant à sa propre éclipse, permet l'émancipation ; à travers la marchandisation de l'éducation et de la formation, c'est le « devenir autre » qui se rabat sur le « même », c'est la possibilité de transformation consciente du monde qui s'annule en se neutralisant dans la valeur « marchandise », cette abstraction « vide de sens ».

Pour comprendre ce processus, et notamment de quelle fin il s'agit lorsque nous évoquons l'homogénéisation des finalités des systèmes d'enseignement et de formation, laquelle est nécessaire pour comparer des systèmes à priori différents dont leur efficacité, il faut s'arrêter sur la conception sociale du travail. Au tournant des années 1990, la thématique de la professionnalisation des étudiants s'imposa dans le discours politique et médiatique, dans un contexte de massification de l'enseignement supérieur, mais aussi de chômage massif persistant et touchant notamment les étudiants diplômés. Cette décennie fut aussi celle où fut ratifié le Traité de Lisbonne qui intégrait, dans les pays de l'Union européenne, les services à la logique compétitive de l'économie capitaliste (Oblin et Vassort, *op. cit.*) C'est dans ce contexte que s'imposa l'idée que l'enseignement supérieur public devait devenir professionnalisant, c'est-à-dire que les maquettes d'enseignement et les

8. Cf. Jessica Gourdon, « L'insolente santé de l'enseignement supérieur privé », *Le Monde*, 17 janvier 2022.

9. Cf. Marine Miller, « À polytechnique, la révolte des élèves contre la major pétrolière ne faiblit pas », *Le Monde*, 6 juillet 2021 ; Mathilde Gérard, « Des étudiants d'AgroParisTech appellent à "déserteur" des emplois "destructeurs" », *Le Monde*, 11 mai 2022 ; Marine Miller et Margherita Nasi, « À Polytechnique et à Sciences Po, vent de contestation lors des remises de diplômes, face à l'urgence climatique et sociale », *Le Monde*, 25 juin 2022.

projets de recherche attenants devaient progressivement devenir rationnels par rapport à des finalités économiques, à des « référentiels de compétences » des différents emplois sur lesquels devaient naturellement déboucher les cursus d'enseignement supérieur.

#### **Rationalisation et montée en abstraction par quantification**

Si cette rationalisation put s'imposer et se concrétiser dans les différentes réformes mises en œuvre dans l'enseignement supérieur public, cela fut rendu possible du fait de la progressive érosion de l'autorité même d'une certaine conception de l'« étudier ». Néanmoins, si cette hypothèse mérite d'être explorée, le fait d'étudier dans l'enseignement supérieur public n'était pas non plus, y compris dans les décennies qui précédèrent, détaché du désir d'accéder à un travail qualifié et reconnu. Les études universitaires permettaient notamment de recevoir une formation orientée vers des emplois de la fonction publique (notamment en enseignement), mais aussi vers des professions libérales (juriste, médecins, psychologue, etc.). La refonte de l'Université française, dans le cadre de l'homogénéisation internationale des cursus d'enseignement supérieur, n'est pas étrangère aux conceptions dominantes du travail et à ses différentes formes de valorisation. La conception marchande du travail, qui considère d'abord la valeur d'échange du travail, à savoir qu'une certaine quantité de travail peut être échangée contre rémunération, qui s'est imposée contre une conception du travail qui valorise prioritairement le pourquoi et le comment (la fin et les moyens), rend compte de l'abandon de cette idée que le travail puisse contenir en lui-même un potentiel d'émancipation politique et sociale, au sens individuel et collectif (Krisis, 2020 ; Supiot, 2019).

Dans un contexte où l'État social est mis à mal, idéologiquement et politiquement, il n'est pas incohérent de constater que l'enseignement supérieur public, en particulier l'Université, le soit également : dès lors qu'est dévalorisé politiquement et institutionnellement le service public, l'institution qui a vocation à former les acteurs/agents de ces services l'est également : en tant qu'institution de service public d'enseignement et de formation d'abord, en tant que lieu de formation des fonctionnaires ensuite, dont le statut a vocation à disparaître. Sous un autre prisme, évoqué plus haut, nous pourrions avancer, avec Patrick Vassort, que l'Université française, au même titre que les universités européennes d'ailleurs, qui fut constituée en tant qu'appareil destiné à contribuer à la formation d'une communauté nationale (Readings, 2013), et en ce sens en tant qu'appareil idéologique d'État, subit avec la mondialisation des échanges les transformations qui l'intègrent à l'appareil supranational que représente le capitalisme et à ses finalités de productivité.

L'évolution sociale et politique, dominée par l'expansion capitaliste des rapports sociaux de production, tend à effacer ces frontières statutaires entre les différents statuts des travailleurs, entraînant de fait une altération du sens de ces activités de travail. Et dans un monde où la marchandise emporte tout le système de valeurs, les activités dont la finalité est d'abord liée à leurs dimensions écologiques, sociales et politiques sont dévalorisées. C'est le cas par exemple des activités liées à l'éducation ou au soin – comme ce fut le cas, historiquement, des activités non rémunérées et largement dévolues aux femmes (Scholz, 2019). Rien que dans ces domaines, plus on s'éloigne de la réalité de ces métiers, que l'on monte en abstraction humaine, et plus le travail d'organisation, de pilotage et de programmation est valorisé. Les activités de management, de programmation et de contrôle prennent et ce sont celles qui sont souvent le plus orientées contre l'exercice du métier, qui perd de son autorité face aux autorités de contrôle. En ce sens, l'État contribue à la déstructuration du sens du service public incarné dans le travail des fonctionnaires.

Ces transformations sont synonymes de rationalisation scientifique du travail. Or, la taylorisation du travail (Coriat, 1994) dans le service public implique l'écrasement ou le repli des finalités du service sur celles de l'entreprise : l'efficacité, la productivité, la simplification, contre la complexité et, par conséquent, contre le sens (Morin, 2005). Tout l'art des idéologues libéraux est de convaincre l'opinion, mais surtout les décideurs ou futurs décideurs qu'il n'y a pas de différence entre les finalités de l'entreprise et celle du service public, et qu'à ce titre, les modalités d'organisation et de rétribution du travail peuvent s'homogénéiser. Mieux, ils convaincront que l'entreprise est nécessairement plus efficace que le service public, surtout lorsque le travail des fonctionnaires est dénaturé, que les conditions de travail se trouvent altérées en même temps que les exigences relevées.

Ainsi faut-il mettre en relation l'insolente réussite des établissements supérieurs privés (à but lucratif) en France avec la lente et continue déstructuration de l'Université française. Car cette double évolution enchaînée est liée à l'évolution du service public ainsi qu'aux transformations profondes de la valeur et du statut du travail. Il faut, chemin faisant, s'arrêter sur la question de « l'excellence », car les politiques qui en relèvent depuis plus de deux décennies se trouvent au cœur de la gestion publique de l'enseignement supérieur et de la recherche qui ont produit l'envolée de certains établissements en même temps que la longue agonie de tous les autres. Pourtant, l'excellence n'est souvent que le synonyme d'une sélection impitoyable qui consiste à regrouper des étudiants triés sur le volet autour de projets et dans des institutions dont il reste à démontrer que la valeur intellectuelle, scientifique et sociale serait de qualité meilleure qu'en d'autres endroits.

### **L'idéologie de l'excellence, symptôme de la valorisation marchande**

Les politiques dites d'excellence sont exemplaires de notre propos. Elles se développèrent en lien avec la logique d'homogénéisation et le culte du classement et de la performance qui colonisa le domaine de la production scientifique toujours plus aliéné au système économique. Le classement des établissements scientifiques et bientôt des politiques de l'enseignement et de la recherche devint, en moins de trois décennies, un déterminant majeur des politiques publiques menées dans ce secteur. Cela ne fut possible qu'au prix d'une quantification de la valeur du travail de la recherche et de la production du savoir qui s'opéra également au début des années 2000. Tout un système de valorisation abstraite, de mesure et de quantification du savoir produit, auquel plus personne aujourd'hui ne peut échapper s'il ne veut pas disparaître statutairement, juridiquement et symboliquement, fut mis en place. Les articles produits sont quantifiés en fonction du nombre de fois où ils sont cités, indépendamment de leur sens, au même titre qu'une entreprise peut être florissante indépendamment de ce qu'elle produit, de la valeur d'usage des biens et services produits et vendus. Partant du principe que la production scientifique est homogène, repose sur des standards internationaux, une vaste compétition mondiale permet de réaliser de fantomatiques classements qui positionnent chaque chercheur, chaque article, chaque revue, chaque établissement, chaque laboratoire, chaque pays dans une hiérarchie de valeur qui, du point de vue humain, social, politique, épistémique, n'a absolument aucun sens (Gingras, 2009 ; Beauvois, 2009 ; Rey, 2014 ; Abelhauser *et al.*, 2011).

Ces réflexions critiques nous permettent de comprendre que les approches intégrées de l'enseignement supérieur et de la recherche dites de modernisation, forcément d'obédiences libérales, favorisent un modèle commercial au détriment du modèle de service public. La finalité des entreprises de l'enseignement supérieur privé n'est pas comparable avec celle de service

public d'un État, déterminée par les horizons de justice et de paix. Que vendent ces entreprises ? Des diplômes, certes, à des individus et à des familles qui souvent s'endettent durablement pour les acquérir, voire travaillent d'arrache-pied pour accéder à ces formations à forte valeur ajoutée potentielle, parfois très sélectives, au-delà d'un aspect purement économique ; mais ces entreprises, contre la rémunération des futurs employés, ont aussi vocation à produire une main-d'œuvre formée pour s'intégrer au mieux dans le milieu de l'entreprise, pour en former les équipes dirigeantes, de cadres supérieurs et intermédiaires. Le coût du diplôme, l'investissement consenti et le crédit souscrit obligent en retour à un engagement durable du diplômé<sup>10</sup>.

Par conséquent, le langage politique de transformation des sociétés est *in fine* intégré au système économique dominant, d'où les discours publicitaires qui vantent des formations qui préparent à devenir des acteurs-concepteurs du monde de demain, qui préparent à relever les défis du changement climatique, de la transition énergétique, du monde numérique, et qui saturent l'espace discursif des allées des salons de l'étudiant qui rencontrent en France, ces dernières années, des succès proportionnels aux difficultés chez les jeunes à s'orienter dans un monde aux attaches vacillantes<sup>11</sup>. C'est tout l'enjeu d'une éducation ou d'une formation intégrée, que rien ne puisse se situer en dehors du système-monde (Wallerstein, 2006) ou de l'appareil-monde (Anders, 2022). Toutes ces formations qui communiquent vers leurs potentiels clients, les jeunes et leur famille, en usant de formules publicitaires destinées à séduire, à répondre aux attentes existentielles, à pallier les angoisses des uns et des autres, n'ont pas pour finalité de transformer le monde, mais de vendre des marchandises, ce qui est foncièrement différent, sauf à croire que la réussite de leur entreprise contribue aux réussites individuelles et collectives.

Un exemple des plus frappants de cet accaparement du sens et du travail par l'abstraction marchande nous est fourni par la manière dont les étudiants des grandes écoles de commerce se positionnent sur un marché de l'enseignement supérieur. Ainsi, les candidats à ces institutions se soumettent aux exigences très fortes de classes préparatoires, publiques ou privées, qui leur permettent dans un second temps de passer les concours leur donnant accès aux écoles visées. Le choix de ces écoles est grandement déterminé par le prestige que leur accordent les classements de revues plus ou moins spécialisées (*Challenges*, *Financial Times*, *L'Étudiant*, etc.), mais dont les numéros consacrés à ces classements sont très attendus<sup>12</sup>. Parmi les principaux critères, la moyenne des salaires des *alumni* ainsi que l'évolution moyenne des salaires des étudiants ayant quitté l'école après trois années compteraient pour plus d'un quart. Sont prises en compte également les publications des enseignants-chercheurs, selon des critères qui n'ont évidemment rien à voir avec la qualité de recherches transformées en scores selon les critères intellectuellement irrationnels (*impact factor* des revues par exemple). Que ces classements publiés par des médias qui collectent les informations auprès des écoles (qui ont développé des services spécialement dédiés à la collecte et à la fourniture de ces données) servent de boussole pour orienter les choix des futurs étudiants et de leur famille est symptomatique : les classements sont la synthèse d'un imbroglio de critères hétérogènes et de données fournies par les établissements dans des conditions peu vérifiables et où les conflits d'intérêts transpirent de toute part<sup>13</sup>. Pourtant, leur importance est déterminante quant à la valeur sur le marché du travail des diplômes qu'ils délivrent, bien plus que la qualité des enseignements et des recherches produits dans ces établissements. Là encore, la question des

10. Cf. Iris Derceux, « En école de commerce, l'endettement des étudiants s'aggrave », *Le Monde*, 22 novembre 2023. Aux États-Unis, l'endettement étudiant représente le deuxième poste d'endettement des ménages après le logement.

11. Cf. Séverin Gravéreau, « Le florissant business des salons de l'orientation », *Le Monde*, 17 décembre 2024.

12. Cf. Éric Nunès, « Les classements des grandes écoles sont toujours aussi déterminants pour les étudiants et les grandes écoles », *Le Monde*, 17 octobre 2024.

13. Cf. Margherita Nasi, « Enquête sur la face cachée des classements des écoles de commerce », *Le Monde*, 9 novembre 2024.

finalités de ces formations et des moyens mis en œuvre est secondaire par rapport aux enjeux économiques et financiers que traduisent très bien l'importance accordée aux classements et les conditions dans lesquelles ils sont produits.

La réalité, c'est que des générations de jeunes s'acharnent à passer des concours pour entrer dans des écoles et à y obtenir des diplômes en visant des finalités souvent abstraites, sans aucune objectivité, donc bien en peine également de juger des moyens mis en œuvre. La finalité, c'est d'abord le salaire lié au prestige de la compagnie susceptible d'employer l'étudiant sortant<sup>14</sup>. Ensuite, il faudra trouver du sens et se poser la question des moyens déployés. C'est ainsi que la signification sociale du travail se trouve reléguée au rang d'appendice et que les travailleurs se trouvent eux-mêmes soumis aux rouages d'un système incontrôlable, parce que prédisposés, en raison des choix qui s'imposent à eux, à soumettre leur désir de réussir à l'hétéronomie du désir institué de gagner le plus d'argent possible. Si la finalité de ces jeunes est le bonheur, cette conception du bonheur indexé à la reconnaissance sociale et au salaire peut paraître, pour ces représentants d'une élite, bien désuète à une époque où l'avenir des sociétés humaines est menacé. En outre, le moyen d'y parvenir, principalement contenu dans la capacité à gagner le plus d'argent possible, apparaît également simpliste face à la complexité croissante des enjeux du monde contemporain. Mais dans quelle mesure peuvent-ils raisonnablement rêver à autre chose ? Cela peut sembler trivial, mais c'est surtout ce qui fonde l'autorité de la pensée libérale qui l'est : l'enrichissement et l'accumulation de pouvoir des individus dans le contexte concurrentiel dans lequel ils œuvrent serait la condition de possibilité du bonheur collectif. Parce que la trivialité de cette proposition touche aujourd'hui aux limites de sa soutenabilité et de sa crédibilité, parce qu'apparaît toujours mieux la réalité du mensonge qui consiste à associer compétition, productivité et bonheur individuel et collectif, il existe des mouvements de déserteurs ou de saboteurs au sein même des cohortes d'étudiants des grandes écoles promis à de grandes carrières qui renoncent ainsi, comme le souligne la journaliste Alice Raybaud, à se mettre au service d'un système dont ils perçoivent très bien qu'il broie tant l'individu que la possibilité de tout collectif orienté vers d'autres possibilités de faire société<sup>15</sup>.

### Résistants, saboteurs, bifurqueurs...

En bifurquant, ces étudiants nous invitent à repenser les fins et les moyens de l'enseignement supérieur, en ce sens où leur geste signifie une dés-intégration de l'ordre du désir. Là où le système apparaît toujours plus intégré aux injonctions du capital, ils font le choix de soustraire leur désir à l'ordre institué. Ils le font en s'opposant parfois ponctuellement à certains projets, mais également en renonçant au bénéfice anticipé de leur succès scolaire dans le monde du travail. Si ces choix sont déterminés politiquement, ils sont aussi l'expression d'une réflexion approfondie sur leur inscription dans le monde et dans l'histoire. À ce titre, nous pouvons envisager de repenser ce qu'il en est ou pourrait en être du statut de l'étude, de la recherche et de l'engagement des étudiants dans leurs parcours d'études et de recherches.

14. Cf. Charlotte Bozonnet, « Il existe un classement officieux des cabinets de conseil, qui épouse la hiérarchie des grandes écoles : les Big 3 sont réservées strictement à HEC, l'ESSEC et l'ESCP », *Le Monde*, 18 mai 2024, et Alice Raybaud, « Dans les cabinets de conseil, des "armées de clones" issus des grandes écoles », *Le Monde*, 19 avril 2022.

15. Alice Raybaud, « Ces jeunes qui assument de ne pas avoir d'ambitions professionnelles : "Je suis devenue allergique au mot "Challenge" » et « Le refus de la performance chez les jeunes diplômés, loin d'être une histoire de classes supérieures », *Le Monde*, 19 février 2025.

Le geste des étudiants « résistants » résume la situation historique dans laquelle se trouve l'enseignement supérieur aujourd'hui. Il s'agit, d'abord, de l'expression d'une volonté de rompre avec le système de la génération qui les a faits naître et qui les a élevés jusqu'au point le plus élevé de la réussite sociale. Rompre avec le désir projeté de leurs géniteurs tout autant que des décideurs dans la société où ils ont grandi. Il s'agit ensuite de rompre avec les institutions dans lesquelles ils ont été formés ainsi qu'avec leurs maîtres. Il s'agit enfin de rompre avec le conformisme de la réussite sociale, incarné tant au niveau de l'État que de la société. Ces ruptures sont génératrices et marquent le refus d'un héritage promis, de la famille, de maîtres, d'institutions éducatives de l'État bourgeois (Oblin, 2007). Renouer avec la possibilité d'accorder désir de savoir et désir de vivre, autrement dit en articulant vie de l'esprit et vie sociale, signifie pour ces étudiants renoncer à agir pour faire tenir et faire croître un système dont les fins apparaissent irrationnelles au regard de leur compréhension du monde, qu'ils désirent habiter et de la vie à laquelle ils aspirent.

### **Un engagement contre la quête effrénée de reconnaissance et le mimétisme**

Non contents de se satisfaire des succédanés à l'angoisse d'agir contre nature, dont la quête effrénée de reconnaissance qui leur est octroyée par l'État et la société, de gratifications en tous genres, de satisfactions narcissiques ou de ces fêtes comme celles auxquelles sont invités les étudiants et qui apparaissent si importantes dans le tissage des réseaux de socialisation professionnelle<sup>16</sup>, les étudiants résistants dénoncent le vide métaphysique dans lequel sont condamnés à l'errance ceux qui embrassent des études supérieures où la science elle-même est détachée depuis fort longtemps de l'idée même de savoir<sup>17</sup>, livrée aux intérêts d'entreprises, de corporations professionnelles ou de l'État. Ces étudiants, par leur geste incongru, dénoncent l'illégitimité de l'autorité de leurs maîtres en même temps qu'ils s'autorisent à devenir les auteurs d'une réflexion rendue à la création, à l'interprétation, libérée de la récitation, de la répétition et du mimétisme. Si la sublimation du désir, dans les institutions d'enseignement héritées de la bourgeoisie, échoue sur l'abstraction marchande de la note et du diplôme, par rebond de la réussite, puis des salaires, honoraires ou traitements, elle signifie ainsi la neutralisation du désir utopique comme de l'imagination dialectique. Dans ce contexte, la sublimation du désir qui opère dans le travail étudiant comme dans la recherche est systématiquement détournée de la finalité d'une création intellectuelle et sociale, donc d'un devenir monde autre, au cours et à l'intérieur duquel le désir trouverait à se régénérer perpétuellement, à se renouveler, et non à se répéter mécaniquement, avec variation d'intensité, comme nous pouvons l'observer lorsqu'il est réduit à une quantité. D'ailleurs, qu'est-ce qu'un désir quantifié, sinon le signe de sa désublimation, de sa réduction à la pulsion d'où il émane ?

Nous n'avons pas affaire ici à l'engagement de quelques collectifs d'étudiants qui se rendant en cours le matin, l'après-midi manifestent contre les coupes de budget ou contre la guerre. Ce que nous retenons, c'est le désir plus ou moins conscientisé d'articuler les contenus scientifiques des formations reçues avec l'idée même du monde et de la vie. Ce faisant, c'est l'illusion de l'existence d'un lien naturel, donc sacré et indiscutable, entre la production scientifique et le progrès sociohistorique, qui est dévoilée et qui apparaît dans toute son impudeur. C'est aussi le fantasme selon lequel l'indexation des études et de la formation à la professionnalisation garantirait une

16. Cf. Alice Raybaud au sujet des liens entre fêtes et réseaux de socialisation professionnelle dans l'enseignement supérieur, « Les désillusions de certains élèves ingénieurs : "Les gens pensent qu'à l'X on est une élite, mais c'est le Club Med" », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> décembre 2023, et Sandrine Morel, « Un bachelor à Madrid plutôt qu'une prépa à Paris : "Ici, on se fait un réseau de dingue, on a tous des parents bien placés" », *Le Monde*, 6 juin 2023.

17. Cf. Margherita Nasi, « L'Université, refuge pour les étudiants déçus par "la pauvreté intellectuelle" des écoles de commerce », *Le Monde*, 28 février 2023, et Jessica Gourdon, « "Mon premier jour en école de commerce, je croyais être sur la lune" », *Le Monde*, 10 juillet 2022.

production et un usage socialement utile de la science qui vole en éclat dès lors qu'apparaît la nature abstraite et idéologique des liens qui unissent les rapports de production et le progrès social. Le chômage est un fléau, certes, mais le plein emploi ne signifie rien de plus du point de vue de la société ou de l'histoire. D'ailleurs, ce qui peut apparaître outrancier avec les étudiants qui bifurquent, ce n'est pas qu'ils refusent de travailler, mais plutôt qu'ils mettent en doute la finalité du travail auquel ils sont promis en même temps que la finalité de leurs études. C'est en cela d'ailleurs qu'ils peuvent apparaître comme des saboteurs, dans le sens où le système les a élevés pour qu'ils occupent des places de cadres, de maîtres, de manageurs, de décisionnaires entièrement dévoués au service et à la perpétuation du système. Leur renoncement apparaît comme une trahison, celle d'acteurs décidés à devenir auteurs de leur propre devenir dans le monde, mais aussi comme une émancipation, comme le geste par lequel ils s'affranchissent du projet éducatif qui a déterminé leurs choix et leur parcours.

Par conséquent, cette minorité émancipée est aussi celle grâce à laquelle, paradoxalement, est sauvé le projet éducatif d'adultes, en particulier d'une communauté d'enseignants qui se révèle ainsi, souvent, à son insu, encore capable de travailler, vis-à-vis des étudiants qu'elle forme, à sa propre éclipse. Qu'un enseignement qui serait déterminé par une perspective émancipatoire puisse ouvrir la porte à des emprises idéologiques de toutes sortes, comme on peut en percevoir des deux côtés de l'Atlantique, cela est concevable ; pourtant, nous ne devrions pas oublier que l'éémancipation de l'idéologie vise à une distanciation critique que l'on peut aussi imaginer comme étant le meilleur rempart à ces emprises. Par ailleurs, imaginer qu'une Université surdéterminée par les logiques capitalistes et marchande soit immunisée face aux emprises idéologiques, cela traduit en soi un aveuglement peut-être plus inquiétant encore, celui qui consiste à penser que ce qui apparaît est le vrai.

### **Prendre la responsabilité de sa compréhension du monde**

Ces propos n'impliquent aucunement que nous ne reconnaîtrions point la nécessité que les travailleurs soient formés. Ils visent en revanche à remettre en question radicalement les liens par lesquels les projets éducatifs finissent par apparaître que comme les moyens des entreprises et de l'État considérés à la manière de fins indépassables. La rationalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche par rapport aux finalités instituées du capitalisme et du libéralisme implique l'intégration potentiellement totalitaire des fins et des moyens du travail étudiant tout autant que celui de la recherche et de l'enseignement. Or, que les enfants deviennent adultes, qu'ils accèdent à la responsabilité de leur compréhension du monde dans le contexte d'institutions surdéterminées par un système qui ne perçoit d'eux que des administrés-travailleurs doit nous interroger sur l'atteinte d'une prétendue « majorité » à laquelle ils accèdent ainsi. Quelle est la nature de l'éémancipation dans la perspective de projets ne visant que la perpétuation du même ? Quel statut accorde-t-on à la création dans le devenir « majeur » ? Quel sens donner au procréer si nous n'aspirons pas à faire sortir les enfants de l'état de « minorité » dans lequel entend les maintenir le système-monde capitaliste par l'entremise de notre contribution à ce projet anti-éducatif ?

D'où la nécessité de faire subsister une éducation et une recherche comme éléments d'une culture à la marge (anti et contre) (Brohm, 2004 : 71-84), car nécessaires à la transformation du monde, donc à sa perpétuation en même temps qu'à son renouvellement. « L'insolente santé de l'enseignement supérieur privé », pour reprendre le titre d'un article de journal cité précédemment, n'est qu'un symptôme de plus de la manière dont le capitalisme, dans sa quête

illimitée d'accumulation et de pouvoir, dévore jusqu'à sa capacité de disparaître en annulant sa propre aptitude à procréer (Jappe, 2017). Mais cette réussite s'est aussi élevée sur les ruines d'un enseignement supérieur public, notamment de l'Université, dénaturé en cet « esprit de métier que nous voyons partout à l'œuvre », écrivait Benjamin en 1915. Or, écrivait-il en 1928, « l'être vivant ne surmonte le vertige de l'anéantissement que dans l'ivresse de la procréation » (Benjamin, 1978 : 229). Procréer en léguant aux générations suivantes la possibilité d'un monde différent, en jouant le monde (David & Oblin, 2017) et non en les condamnant à en être les jouets vivants.

Emmanuel Macron, président de la République, déclarait en janvier 2025, au prétexte qu'il faut « être dans la course »<sup>18</sup>, plus de 100 milliards d'euros d'investissement pour développer l'IA en France. Moins d'un an auparavant, son gouvernement annonçait près d'un milliard de compressions<sup>19</sup> pour l'enseignement supérieur et la recherche, secteur déjà frappé d'une débâcle<sup>20</sup>. Aujourd'hui l'IA et les armes, demain la guerre. Dans ce monde-là, les étudiants n'ont pas vocation à sortir de la « minorité », mais à devenir petits soldats des guerres capitalistes. Alors qu'en tant qu'universitaires et intellectuels nous déplorons que les étudiants usent paresseusement de l'intelligence artificielle générative, sachant qu'ils travaillent ainsi tant à leur perte qu'à la nôtre, nous devons nous poser la question de l'éducation « bancaire » pour reprendre l'expression de Paulo Freire, quand déjà des élèves de collèges et de lycées, et avec eux professeurs et parents, semblent accorder à l'abstraction de la note la valeur première de leur travail. Quand la note vient sanctionner socialement un travail, ou en apparaît comme l'objectif principal, la finalité étant de faire de cette note une valeur d'échange, qu'en est-il du statut du savoir, du penser, voire de la « pulsion épistémophilique » ? Plus que jamais, le passage où Benjamin (2000) écrit que nous avons dispersé la culture – l'héritage de l'humanité – contre la « piécette de l'actuel » s'avère fondé. Michel Henry (1989) avait parfaitement perçu le processus historique, philosophique, ontologique qui menait, au cœur même de l'Université, à l'écrasement des subjectivités sans qu'il ait eu besoin d'en établir la preuve statistique, objective.

## Conclusion

Nous avons souhaité montrer ici comment l'effacement des frontières entre l'entreprise et le service public affectait non seulement l'institution universitaire, mais aussi le rapport au travail et au savoir des étudiants et des chercheurs. L'obsession évaluative et quantitative du travail, inhérente aux logiques de compétition, de sélection et d'excellence, symptomatique de l'intégration de l'enseignement universitaire aux logiques marchandes, produisent une homogénéisation des finalités de l'étude et de la pensée dans l'abstraction d'une notion de progrès vide de sens. Cette violence de néantisation du sens génère pourtant aussi chez certains étudiants soucieux de ne pas laisser la vie et le monde aux portes de la science, des stratégies de bifurcation, les poussant à faire de petits écarts par lesquels s'émanciper devient possible.

Nous pourrions alors en conclure qu'est venu le temps de s'émanciper des formules magiques par lesquelles semble être gouverné le monde, à commencer peut-être par le sacro-saint progrès technique et la course à sens unique qu'il impose en nous éloignant toujours plus d'une perspective

18. Charlie Perreau, « IA : Macron annonce 109 milliards d'investissements en France », *Les Échos*, 9 février 2025.

19. David Larousserie et Soazig Le Nevé, « Pour l'enseignement supérieur et la recherche, 904 millions d'euros de coupe budgétaire », *Le Monde*, 22 février 2024. Selon la ministre chargée des Comptes publics, Amélie de Montchalin : « C'est notre manière de faire face, quoi qu'il arrive, à ce monde instable », *Le Monde*, 26 avril 2025.

20. Cf. Éric Nunès et Alice Raybaud, « Des universités françaises au bord de l'asphyxie : "Ça craque de partout" », *Le Monde*, 11 mai 2024.

de ré-humanisation. Il nous faut élaborer la route, le sens et mille fois recommencer ; il nous faut apprendre à bifurquer (Perrier, 2018). C'est le temps d'éduquer, de devenir humain et de ne plus jamais perdre une occasion, « au moyen de la connaissance, [de] libérer l'avenir de ce qui aujourd'hui le défigure. C'est là le seul but de la critique » (Benjamin, 2000 : 126). Alors, il nous appartient, chercheurs, enseignants, étudiants, de faire de l'Université le lieu où puissent trouver asile, comme l'exprimait encore le jeune Benjamin, « le doute radical, la critique fondamentale et, ce qui est plus nécessaire encore, la vie consacrée à une totale reconstruction » (*Idem* : 132). Bifurcations et renoncements touchent ici leurs limites : les étudiants émancipés, devenus auteurs, ne sont-ils pas sommés de devenir enseignants ? Quel est le sens d'une émancipation intellectuelle qui échoue sur le repli des étudiants hors de toute communauté d'enseignement et de recherche ? D'où innover le monde universitaire du doute radical, de la critique fondamentale de tout ce qui est, si ce n'est de l'Université elle-même, des institutions éducatives ? Nous ne pouvons attendre que les horizons politiques se dégagent et dévoilent projets de société et projets d'éducation comme de nouveaux horizons utopiques ; l'histoire n'a-t-elle pas condamné l'attente de ces lendemains qui chantent lorsque les matins sonnent le glas de l'espérance, que germent les désenchantements et que bientôt les ressentiments se cristallisent jusqu'à l'irruption de la catastrophe ? Il nous reste à nous détourner des horizons lointains, à regarder du côté des ruines, à rassembler les membres épars des mondes engloutis et oubliés de la modernité pour en faire jaillir des mondes vivants (Didi-Huberman, 2009).

## Bibliographie

- Abelhauser, Alain, Roland Gori et Marie-Jean Sauret (2011), *La Folie évaluation : les nouvelles fabriques de la servitude*. Fayard.
- Adorno, T. (2003). Éduquer après Auschwitz. Dans *Modèles critiques : interventions, répliques*. Payot, p. 235-251.
- Althusser, L. (1976, c1970). Idéologie et appareils idéologiques d'État. Dans *Positions* (1964-1975). Éditions sociales, p. 67-125.
- Anders, G. (2022). *Vue de la lune : réflexions sur les vols spatiaux*. Héros-Limite.
- Ardoino, J. (2000). Pédagogie de projet ou projet éducatif ? Dans *Les avatars de l'éducation*. PUF, p. 138 – 148.
- Beauvois, J.-L. (2009). Classification des revues de psychologie en débat. *Les cahiers de psychologie politique*, n° 14.
- Benjamin, W. (1978). Vers le planétarium. Dans *Sens unique*. Maurice Nadeau.
- Benjamin, W. (2000). La vie des étudiants. Dans *Œuvres I*. Gallimard.
- Brohm, J.-M. (2004). Sociologie critique et critique de la sociologie. *Éducations et Sociétés*, n° 13, 1, p. 71-84.
- Coriat, B. (1994). *L'atelier et le chronomètre : essai sur le taylorisme, le fordisme et la production de masse*. Bourgois.
- David, R. et N. Oblin (2017). *Jouer le monde : critique de l'assimilation du sport au jeu*. Le Bord de l'eau.
- Didi-Huberman, G. (2009). *La survivance des lucioles*. Minuit.
- Douérin, M. (2002). *Libéralismes : la route de la servitude volontaire*. La Passion.
- Forest, P. (2020). *L'Université en première ligne : à l'heure de la dictature numérique*. Gallimard.
- Gingras, Y. (2009). Le classement de Shangaï n'est pas scientifique. *La Recherche*, n° 430, p. 46 – 50.
- Hugrée, C. et T. Poullaouec (2022). *L'Université qui vient : un nouveau régime de sélection scolaire. Raisons d'agir*.
- Jappe, A. (2017). *La société autophage : capitalisme, démesure et autodestruction*. La Découverte.
- Krisis (2020, c1999). *Manifeste contre le travail*. Crise et critique. [https://www.krisis.org/1999/manifeste-contre-le-travail/#\\_ftn1](https://www.krisis.org/1999/manifeste-contre-le-travail/#_ftn1)
- Morin, E. (2005). *Introduction à la pensée complexe*. Seuil.
- Oblin, N. (2007). Identité, jouissance, savoir. *Illusio*, n° 4/5, p. 186 – 215.
- Oblin, N. et P. Vassort (2005). *La crise de l'Université française : traité critique contre une politique de l'anéantissement*. L'Harmattan.
- Paxton, R. O. (2004). *Le fascisme en action*. Seuil.
- Perrier, F. (2018). Insurgente insurgeante – Miguel Abensour ou la persistance de l'écart absolu. *Lignes*, n° 56, Fécamp, p. 91-101.
- Pestalozzi, J. H. (2009). *Le chant du cygne : le testament pédagogique du maître d'Yverdon*. Fabert.
- Readings, B. (2013). *Dans les ruines de l'Université*. Lux.
- Rey, O. (2014). *Une question de taille*. Stock.
- Scholz, R. (2019). *Le sexe du capitalisme : « masculinité » et « féminité » comme pilier du patriarcat producteur de marchandises*. Crise & Critique.
- Supiot, A. (2019). *Le travail n'est pas une marchandise. Contenu et sens du travail au XXI<sup>e</sup> siècle*. Collège de France.

- Vassort P. (2010). « Les appareils stratégiques capitalistes (ASC) contre les appareils idéologiques d'État (AIE) ». Revue *{Interrogations?}*, 11. <https://www.revue-interrogations.org/Les-Appareils-Strategiques>
- Wallerstein, I. (2006). *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*. La Découverte.